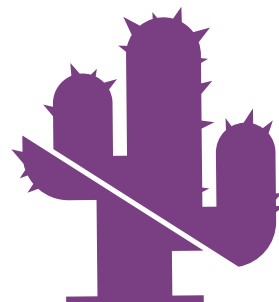


MAINTENANT C'EST POUR L'ARIZONA QUE ÇA VA CHAUFFER



Cet été, la Belgique a payé un lourd tribut au dérèglement climatique. Des milliers de décès liés à la canicule, dont une surmortalité particulièrement élevée en Wallonie.

Un feu de forêt historique dans les Hautes Fagnes.

Et face à ces alertes répétées par les scientifiques, le gouvernement ne change pas de cap.

Pire : il continue d'investir dans les énergies fossiles, veut mettre certaines mesures climatiques « sur pause » et laisse se dégrader les services publics et les bâtiments scolaires.

Qui paie la facture ? Les travailleur·euses !

Depuis 30 ans, les politiques d'austérité ont fragilisé les services publics.

Pourtant, face au dérèglement climatique, nous avons besoin de services publics forts : des écoles adaptées aux fortes chaleurs, des transports collectifs accessibles, des soins de santé pour toutes et tous, des services d'urgence et des infrastructures capables de faire face aux crises.

Ce sont nos protections collectives que l'on affaiblit au moment où nous en avons le plus besoin.

Les travailleur·euses payent deux fois

Comme citoyen·nes, nous subissons les conséquences du dérèglement climatique. Comme travailleur·euses, nous devons continuer à travailler dans des conditions parfois dangereuses, notamment lors des fortes chaleurs. Et maintenant, l'Arizona veut nous faire payer la facture !

Alors que les plus riches et les grandes entreprises portent une responsabilité majeure dans le réchauffement climatique, ce sont encore les travailleur·euses, les pensionné·es, les malades et les services publics qui sont mis à contribution.

Ils disent qu'il n'y a pas d'argent. C'est faux !

Le gouvernement cherche 10 milliards € pour boucler son budget 2027. Les syndicats ont identifié 21,2 milliards € de recettes possibles en allant chercher l'argent là où il se trouve :

- 15,18 milliards : fin du bricolage fiscal et contribution accrue des grandes fortunes
- 4,81 milliards : fin des subventions inutiles aux entreprises
- 1,83 milliard : des cotisations sociales plus justes

Il existe des alternatives !

Nous refusons de choisir entre la fin du mois et la fin du monde.

Nous voulons :

- Des services publics forts pour faire face au dérèglement climatique.
- Des conditions de travail qui protègent réellement les travailleur·euses.
- Une transition écologique juste, financée par celles et ceux qui ont les moyens de contribuer.
- Une fiscalité réellement juste.
- Des investissements dans nos écoles, nos soins, nos transports et nos services publics — pas dans l'austérité.

Ne laissons pas les travailleur·euses payer pour une crise qu'ils et elles n'ont pas créée !



MOBILISONS-NOUS !

9/10 à Bruxelles